



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Haute-Savoie

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE N°06/2025

ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE
POUR LE CENTRE D'EXAMENS DE
SANTÉ DE LA CPAM DE
HAUTE-SAVOIE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)

Pouvoir adjudicateur

CPAM de Haute-Savoie

Représentée par Monsieur Pierre FENEYROL

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation d'actes de biologie pour le compte du Centre d'Examens de Santé (CES) de la CPAM de Haute-Savoie, sis avenue Lucien Boschetti à Annecy. Elle inclut également les prestations d'acheminement de prélèvements à visée diagnostique du CES au laboratoire titulaire.

Les conditions d'exécution des prestations et les spécifications techniques sont détaillées dans le CCTP et ses annexes.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le présent marché est régi par les documents contractuels listés par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Code de la commande publique
- L'article L 124-4 du code de la sécurité sociale * ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et dit CCAG/FCS, sous réserve des dispositifs auxquels il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus dont la liste figure in fine du présent CCAP ;
- Le Cadre Réponse du Titulaire.
- Le mémoire technique du Titulaire.

Seuls les exemplaires conservés dans les locaux de la CPAM de la Haute-Savoie font foi. Les documents généraux, bien que non fournis dans le DCE, sont réputés connus des parties.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS GENERALES

3.1 Passation du marché

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application de l'article R2123-1 3° du code de la commande publique et son avis annexé.

Les services concernés par le présent marché entrent dans la catégorie « service de santé ». CPV : 8514800-8 (services d'analyses médicales) et 85111810-1 (services d'analyses de sang).

3.2 Durée du marché et délai d'exécution

Le marché prend effet le **23 février 2026**.

Il est conclu pour une durée d'un **an, renouvelable 3 fois par tacite reconduction**.

3.3 Forme du marché

Le présent marché est un marché global unique, la dévolution en lots séparés étant sans objet eu égard à la nature des prestations.

Le présent marché est un accord-cadre mono attributaire sans minimum ni maximum de montants.

Les prestations sont commandées au fur et à mesure de l'apparition du besoin sur la base des prix unitaires indiqués dans la table nationale de codage de biologie ainsi que la nomenclature CCAM pour les actes relevant de celle-ci.

ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

Les conditions d'exécution des prestations sont précisées dans le C.C.T.P.

Il sera, en outre, fait application des dispositions suivantes relatives à l'exécution des prestations. L'examen périodique de santé est évolutif. Des modifications peuvent affecter son déroulement et son contenu. Le Titulaire sera tenu de s'adapter aux demandes formulées par l'Assurance Maladie. Les modalités pratiques et, éventuellement les implications financières, seront réglées par voie d'avenant à la convention.

ARTICLE 5 - SOUS-TRAITANCE ET CESSION DU MARCHÉ

5.1 Conditions générales

Toute demande de sous-traitance est traitée dans les conditions légales définies notamment par la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et par les articles L2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le Titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations sous-traitées en tant que cocontractant du Pouvoir adjudicateur. Tout désordre, toute mauvaise réalisation ou réalisation non conforme, voire tout oubli dans la réalisation de certaines prestations, enfin tout retard et tout autre manquement inhérent au sous-traitant est imputée au Titulaire du marché et fait l'objet d'une notification en ce sens à son intention. Il appartient alors à l'entreprise principale de prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment à l'égard de son sous-traitant, pour remédier à ces différents manquements contractuels volontaires ou involontaires.

Toute sanction définie par le présent CCAP est applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec le Pouvoir adjudicateur.

En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière prend les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision. Dans ce cas, il fait son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

5.2 Champ d'application

Le Titulaire ne peut sous-traiter la totalité de son marché.

Il peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du Pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance quel que soit le montant de la sous-traitance. Les sous-traitants dont il s'agit sont de premier rang ou « directs ».

5.3 Procédure d'agrément

En vue d'obtenir l'acceptation et l'agrément du sous-traitant, le Titulaire remet contre récépissé au Pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

- Une déclaration spéciale mentionnant :
 - *La nature des prestations sous-traitées ;*
 - *Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;*
 - *Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;*
 - *Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation de prix;*
 - *Les capacités financières et professionnelles du sous-traitant **(l'ensemble des justificatifs demandés au Titulaire dans les documents de consultation est exigé de la part de l'entreprise sous-traitante).***
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si la demande de sous-traitance intervient après la remise des offres ou après notification du marché au Titulaire, dans les conditions visées à l'article 3 du présent CCAP, le Titulaire doit établir que la cession ou le nantissement ne s'oppose pas à l'acceptation du sous-traitant.

Si la sous-traitance est connue avant la date limite de réponse à la consultation

Le candidat remet son dossier de sous-traitance en même temps que son dossier de candidature et d'offre.

Sous réserve que la demande soit complète, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant.

Si la sous-traitance n'est pas connue avant la date limite de réponse à la consultation

Le Titulaire remet son dossier de sous-traitance en main propre contre récépissé au Pouvoir adjudicateur ou lui adresse par courrier ou courriel recommandé avec demande d'avis de réception.

Sous réserve que la demande soit complète, l'acceptation du sous-traitant est constatée par la rédaction d'un acte spécial signé des deux parties.

Le silence du Pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception de la totalité des documents constituant le dossier de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le Titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses modifications éventuelles à la personne signataire du marché lorsque celui-ci en fait la demande. S'il n'a pas rempli cette obligation 15 jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité forfaitaire de **500 €**. Si un mois après la mise en demeure, aucun contrat de sous-traitance n'a été transmis, le Pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute.

5.4 Déclaration tardive de sous-traitance

Est considérée comme tardive, toute déclaration parvenant au Pouvoir adjudicateur en deçà des 15 jours précédant l'intervention du sous-traitant.

Le Pouvoir adjudicateur adresse alors au Titulaire un courrier en recommandé avec accusé de réception lui notifiant sa décision.

Toute déclaration tardive d'un sous-traitant peut donner lieu à l'application de pénalités.

5.5 Sous-traitance occulte

Conformément à l'article 14-1 de la loi du 31 décembre 1975, tout sous-traitant occulte dûment constaté par le Pouvoir adjudicateur donne lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de son sous-traitant dans un délai franc défini par ladite lettre de mise en demeure.

Si cette mise en demeure reste infructueuse, le Pouvoir adjudicateur peut notifier sa décision de résilier le marché pour faute.

Tout cas de sous-traitance occulte peut donner lieu à l'application de pénalités.

5.6 Paiement direct du sous-traitant de premier rang ou direct

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros TTC.

Conformément à l'article 7 de la loi du 31 décembre 1975, le sous-traitant ne peut renoncer à ce droit. Toute renonciation au paiement direct étant réputée non écrite.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du Pouvoir adjudicateur à l'entreprise principale et au Pouvoir adjudicateur par toute voie probante. Il libelle les factures au nom du Titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

La demande de paiement est libellée au nom de l'acheteur public, mais les factures jointes doivent être libellées au nom du Titulaire du marché, car le lien contractuel est établi entre le sous-traitant et le Titulaire du marché. **Toute facture libellée au nom du Pouvoir adjudicateur est irrégulière.**

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG, la demande de paiement adressée au Pouvoir adjudicateur est accompagnée du double des pièces adressées au Titulaire, ainsi que de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le Titulaire.

A la réception des factures, le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant et au Pouvoir adjudicateur.

En cas d'accord, le Titulaire du marché joint en double exemplaire au projet de décompte mensuel ou pour solde une attestation indiquant la somme à régler par le Pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance et inclut la TVA. Il reprend dans le décompte ou la facture qu'il adresse au Pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous traitées, en les faisant apparaître distinctement.

Le Pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans les délais réglementaires (30 jours) à compter soit de la réception de l'accord total ou partiel du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant, soit de l'expiration du délai de 15 jours si pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

En cas de non retrait du pli envoyé par LRAR, le délai de 30 jours court à compter de la réception de la copie de l'avis postal par le Pouvoir adjudicateur.

5.7 Cession de marché

Le Titulaire ne peut céder le marché sans un accord préalablement écrit de l'Organisme. La cession du marché ne peut être acceptée par la CPAM si la cession est jugée irrégulière.

La CPAM peut s'opposer à cette cession, sauf lorsqu'il est fait application de la loi n°85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises, ou dans les cas de

fusion notamment, lorsque l'activité du Titulaire est cédée à la seule condition que le repreneur présente au moins les mêmes compétences et garanties au regard du Titulaire et que le cessionnaire accepte les conditions du marché.

ARTICLE 6 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

Les prix du marché sont unitaires, il convient de se référer à la nomenclature en vigueur ainsi qu'à la nomenclature CCAM pour les actes relevant de celle-ci.

La prestation de biologie médicale concerne exclusivement les actes de biologie médicale réalisés par le Titulaire (ou son sous-traitant), étant entendu que les opérations annexes (transport, fourniture de matériels et de consommables concernant la phase préanalytique, contrôle de qualité, forfaits divers, etc) ne feront pas l'objet d'une facturation séparée ni d'un coût supplémentaire. La facturation des actes sera faite suivant la NABM en vigueur ainsi que la nomenclature CCAM.

ARTICLE 7 - PAIEMENT - MODALITES DE FACTURATION

Mensuellement, le Titulaire remet au Pouvoir Adjudicateur, via la plateforme dématérialisée et gratuite Chorus Pro sa facture.

Une facture papier sera également mise à disposition accompagnée de :

- L'ensemble des bons de prélèvement afférents à la facture mensuelle ;
- Le détail par patient : analyses effectuées, cotation en nombre de B et montant de la facturation.

Lors du dépôt des factures sur le portail Chorus Pro, les informations suivantes devront être renseignées :

- Le **numéro de SIRET**, qui identifie la CPAM de Haute Savoie en tant que destinataire de la facture : **776 531 568 00025** ;
- Le **numéro d'engagement** (numéro de bon de commande ou référence marché).

Le code service est un champ non obligatoire. Merci de ne rien indiquer.

Sur la forme, la facture doit être conforme aux conditions fixées ci-après :

- Nom et adresse du laboratoire ;
- Référence du marché : 06/2025 ;
- Numéro de compte bancaire ou postal ;
- Montants HT et TTC de la prestation réalisée + montant de TVA ;
- Date.

→ Le laboratoire doit adresser en fin de mois par mail à l'adresse : ces.cpam-haute-savoie@assurance-maladie.fr, un tableau Excel comportant :

- Nom
- Prénom
- Date de naissance
- Sexe

- N° de dossier
- Date de prélèvement
- Médecin prescripteur
- IDE préleveur
- Code acte de l'analyse.
- Ainsi que le nombre de sérologies VIH, HVB, HVC, SYPHILIS et C. TRACHOMATIS ET/OU N. GONORRHOEAE réalisées.

Attention : Le paiement de la facture sera subordonné à la réception du fichier Excel ainsi que la réception de la version papier et de ses annexes.

ARTICLE 8 - PENALITES

Les prestations non conformes au marché donneront lieu à l'application de pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, la CPAM pourra appliquer les dispositions exposées ci-dessous.

Toutes les pénalités sont cumulables. Le Titulaire, en cas de défaillance, encourt sans mise en demeure préalable des pénalités calculées suivant les dispositions ci-après :

- Pour retard dans l'enlèvement des prélèvements (chapitre IV du CCTP) : **100 €** par heure de retard. Toute heure commencée est due.
Ex : pour un ramassage à 14h (au lieu de 12h30 maximum) : 200 € de pénalité
- Pour perte de prélèvement : **100 €**
- Pour retard dans la restitution des résultats (article 5.2 du CCTP) : **10 €** par heure et par consultant
- Pour absence de prévenance au médecin du CES en cas de résultat anormal impliquant une prise en charge rapide du consultant (article 5.2 du CCTP) : **100 €** par manquement
- Pour retard de fourniture des matériels et consommables (article 5.4 du CCTP) : **100 €** par jour ouvré de retard à compter du 3^{ème} jour ouvré après la réception par le laboratoire de la demande faite par le CES. Les modalités d'organisation décrites dans l'offre du Titulaire seront appliquées.
En cas de retard dans la fourniture des matériels et consommables par le Titulaire, tel que défini au présent marché et indépendamment de l'application des pénalités de retard, la CPAM se réserve le droit, après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 5 jours calendaires, de recourir à un autre prestataire afin d'assurer la fourniture des matériels et consommables nécessaire à la bonne exécution des prestations.
Les frais et surcoûts résultant de ce recours à un prestataire tiers seront intégralement supportés par le Titulaire défaillant.

ARTICLE 9 - RESILIATION DU MARCHE

Sous réserves des précisions qui suivent, les stipulations du C.C.A.G.-F.C.S, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le Pouvoir adjudicateur, le Titulaire ne percevra pas d'indemnité.

Le présent marché sera rompu ipso facto si l'agrément du laboratoire était retiré par l'autorité publique compétente.

En cas d'inexactitude ou de caractère mensonger des documents et renseignements fournis par le Titulaire au titre de sa candidature ou de l'exécution du marché, notamment ceux exigés en application des articles L. 2141-1 et suivants, L. 2142-1 et suivants et R. 2143-1 et suivants du Code de la commande publique, ou en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à D. 8222-8 du Code du travail, le Pouvoir Adjudicateur pourra prononcer la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire, dans les conditions prévues par le marché, sans préjudice de l'application des autres sanctions contractuelles ou légales éventuellement encourues.

ARTICLE 10 - CONFIDENTIALITE

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du contrat,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie.

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 11 - REGLEMENT DES LITIGES - COMPETENCE DU TRIBUNAL


Par dérogation à l'article 46 du CCAG, En cas de contentieux la juridiction compétente sera le TRIBUNAL JUDICIAIRE D'ANNECY (HAUTE-SAVOIE).

TRIBUNAL JUDICIAIRE D'ANNECY
51 rue Sommeiller
BP 2321
74 011 ANNECY CEDEX
accueil-annecy@justice.fr
Téléphone : 04.50.10.17.00

ARTICLE 12 - REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Le Titulaire remettra au Pouvoir adjudicateur tous les 6 mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché une attestation de vigilance justifiant de la fourniture des déclarations sociales et du paiement des cotisations et contributions sociales auprès des organismes de l'URSSAF.

En cas de violation de cette disposition, le Pouvoir Adjudicateur pourra résilier le marché aux torts du laboratoire.

 Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la CPAM de Haute-Savoie, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

ARTICLE 13 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Le Titulaire est seul responsable de tous ses actes et de ceux de ses préposés.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG FCS, le Titulaire devra à compter de la notification du marché, remettre tous les ans au Pouvoir adjudicateur et sans que celui-ci n'ait à le solliciter, une attestation de moins de 3 mois de sa compagnie d'assurance, indiquant :

- les garanties envers les tiers, en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations,
- le niveau de couverture des responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.2 et 2270 du Code civil au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Dans le cas où lesdits plafonds de garantie seraient jugés insuffisants au regard de l'importance des risques à couvrir, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander au laboratoire de souscrire un complément de garantie.

Tout au long de la durée du marché, le Titulaire devra tous les ans, produire une attestation prouvant qu'il est à jour de ses primes d'assurance.

En cas de violation de cette disposition, le Pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché aux torts du laboratoire.

ARTICLE 14 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 2 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 5.6 du présent CCAP déroge à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

L'article 8 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 9 du présent CCAP déroge à l'article 38 du CCAG-FCS.

L'article 11 du présent CCAP déroge à l'article 46 du CCAG-FCS.

L'article 13 du présent CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS.